

APL nantes

n° 63

jeudi 24
janvier

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

Imprimerie spéciale A.P.L. Directeur Maurice Clavel. 14 rue de Bretagne Paris 3
Nantes : "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès. Abonnements 10 francs minimum à
l'ordre de la Librairie 71. Le numéro : 1 franc.

SOMMAIRE

n° 63 - jeudi 24 janvier 1974

- INTERPRESES 2 / 3 : St-NAZAIRE : les intérimaires de la S.E.M.M. exigent la garantie de salaire.
6 - REDON : "A Redon comme à Besançon, exigeons la garantie de l'emploi".
9 - PLOURAY : Manifestation devant l'usine Doux - Fest-noz et film sur la lutte des travailleurs de Cerizay.
en annexe ::::: DODUMENT : Plate-forme faite par des intérimaires de la SEMM "le capitalisme est pourri - 500 000 chômeurs + 800 000 intérimaires"
- ARMEE
4 - St-NAZAIRE : appel des organisations pacifistes.
5 - CHATEAUBRIANT : des élèves boycottent une conférence de l'armée.
- FRONT CULTUREL 6 - NANTES : des peintres au Centre Jean Macé.
7 / 8 NANTES : création d'un groupe de cinéma indépendant.
- VIE QUOTIDIENNE 5 STE-LUCE : les Lucéens envisagent une action sur les transports en commun.
- LUTTES PAYSANNES 8 -
- NOUVELLES DE LA PRESSE : Klapperstei, le Pavé, Athènes-Presse-Libre, les 10 - Cahiers de Mai.
- INTERNATIONAL 11 "Gloire aux patriotes Lumumba, Ouandié et Cabral".

AGENDA

NANTES - vendredi 1^o février : Alain Jaubert signera son livre "Dossier D comme drogue" de 15h30 à 18h à la "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès. (Ce livre édité par Alain Moreau est en procès. Parlez-en autour de vous. Le même jour, vente de "ITT état souverain" avec 10% de réduction.) A 20h30, meeting salle Colbert. Fraternité Protestante.

1^o février : film "Tatchaï" et débat avec les Amitiés Franco-Chinoises salle Paul Fort (marché Talensac) à 20h30.

vendredi 25 janvier : meeting de la F.E.A.N.F. (Etudiants d'Afrique Noire en France) en hommage aux patriotes Lumumba, Ouandié et Cabral à 20h30 Cité Universitaire Launay-Violette (vers Petit Port)

samedi 26 janvier rencontre sur "monde du travail et inadaptation" par l'Institut de Psychiatrie de Nantes. De 10 à 17 h. Foyer de la Jeune Travailleuse (près place Viarme).

vendredi 25 janvier : réunion publique à 20h30 à la Fraternité Protestante à l'invitation du C.S.O.C. : depuis un an, 375 objecteurs de conscience ont refusé de rejoindre leur affectation à l'Office National des Forêts. La répression a commencé au coup par coup. Par ailleurs, le Conseil d'Etat a donné raison à 80 objecteurs qui avaient fait une demande de statut identique.

ST-PHILBERT de GRAND-LIEU / Journée d'étude "le pétrole, atout pour le Tiers-Monde" par le Centre Nantes / Tiers-Monde, jeudi 24 février à la Plinguetière

LE FILM "LIBERTE AU FEMININ" a été acheté par la Maison de Jeunes de St-Nazaire (16 mm, 17 minutes) réalisé par l'UPCB (Unité de Production Cinéma Bretagne, dont fait partie René Vautier). La location du film : 100 francs. Le film n'a pas encore été payé. La location permettra de le financer. Ce serait bien de trouver 30 personnes qui pretent 50 F. remboursés à mesure.

M.J.E.P., 33 Boulevard Victor Hugo, St-Naz. - CCP Nantes 684.30.

St NAZAIRE - LES OUVRIERS INTERIMAIRES TRAVAILLANT A LA S.E.M.M. LUTTENT POUR LA GARANTIE DE SALAIRE - (Correspondant - 21.1.74)

Les caravanes CARAVELAIR ont été lancées dans le plan de charge de Sud-Aviation et ont été fabriquées dans ses ateliers. Caravelair a été repris par TRIGANO (allié à l'autre Trigano du club Méditerranée, le tout, financé par une branche de Rotschild). Trigano voulait devenir le premier producteur français de caravanes à la place de DIGUE.

Notons que la SNIAS, héritière de Sud-Aviation conserve 70 % des actions. Certains ouvriers ont gardé un contrat de travail SNIAS. Ils vont y retourner, et c'est alors les intérimaires de la SNIAS qui seront renvoyés.

Dans ce contexte, on a voulu produire en très grande série : 20.000 l'an dernier. D'où une embauche massive d'intérimaires : jusqu'à 300 pour 380 sédentaires.

La lutte actuelle des intérimaires est loin d'être la première. Une lutte a été organisée fin 72 par la section CGT de la S.F.C.M.M. (boîte intérimaire). La deuxième a été une tentative d'unir les gens de toutes les boîtes d'intérim à la S.E.M.M. pour obtenir le paiement des vacances de Noël payées aux seuls sédentaires, alors que les intérimaires sont mis au chômage technique.

Les intérimaires sont très combattifs en fonction de la surexploitation et de leur jeunesse : la moyenne d'âge tourne autour de 20 ans. La CGT a toujours défendu la revendication de l'emploi des intérimaires comme sédentaires. Au printemps dernier, 70 intérimaires ont été embauchés comme sédentaires après une lutte exemplaire des intérimaires de chez Baudet. En Juin, les intérimaires lançaient la bagarre pour 7 F. de l'heure minimum. La rallonge obtenue est en moyenne de 50 centimes.

A la suite de ça, les délégués avaient proposé aux intérimaires de monter leur propre section. Une section est montée à la M.S.O.; avec la SFCMM, ça fait à St Nazaire deux boîtes d'intérim qui ont des syndicats.

La majorité des intérimaires sont qualifiés. Des O.P. ravalés au rang d'O.S. Beaucoup n'ont pas fait leur service. A la suite de ces actions, les salaires, vraiment dérisoires sont nettement remontés. La S.E.M.M. avait promis l'embauche de tous les intérimaires (sauf 5 %) pour Novembre 73 puis Janvier 74.

Depuis l'été, il y a des inquiétudes pour l'emploi. Trigano a cédé une partie de ses actions. Les transferts de capitaux ont alerté les travailleurs. En Septembre, on sent une reprise en mains. Il fallait forcer la cadence, mais beaucoup de caravanes sont invendables à cause de défauts de fabrication. Jusqu'à 3.000 l'an dernier. Des T.V.A. excessives, des lois tâtilloises, la crise sur l'automobile menacent la production et l'emploi.

Va-t-il y avoir des reclassements ? Ce n'est pas la première fois et de loin qu'on s'inquiète. Il est évident que c'est d'abord les intérimaires qui allaient en faire les frais. En Novembre, manifestation à la sous-préfecture. Les patrons ont refusé de négocier. Les syndicats revendiquent alors une augmentation de salaire. Des intérimaires insistent plutôt pour obtenir la garantie des salaires entre les périodes de travail, comme ça existe un peu chez les dockers.

De 62 à 72, la production a doublé. Les salaires ont-ils doublé ? Et, tous les ans, 40.000 salariés sont victimes de licenciements collectifs. Il faut donc que la classe ouvrière réclame son dû.

A la suite de ces réflexions, une plaquette a été faite par un groupe d'intérimaires, diffusée dans la boîte et remise aux sections syndicales. Le reclassement des intérimaires aux Chantiers ou ailleurs comme sédentaires ne peut se faire qu'au détriment des intérimaires qui y sont déjà ou par un blocage de l'embauche.

③

Ca ne résoud rien.

On a appris le licenciement des 160 intérimaires par le journal. On était intérimaires, mais, de fait, on était sédentaires. On travaillait à la S.E.M.M. depuis un an et demi. Après le licenciement des intérimaires, ce sera le tour des sédentaires : le problème reste entier. Les caravanes sorties, même les mauvaises sont envoyées sur les parcs de Creil et de Villefranche. D'où des déplacements pour les réparations qui nous dispersent encore plus.

Suite à LIP, le C.N.P.F. avait donné comme consigne au patronat de mettre les stocks à l'abri. On avait proposé que personne ne vienne travailler pendant les congés de Noël, de faire des piquets pour bloquer les expéditions. Ca nous a été refusé par les syndicats. Evidemment, au retour des congés, tout le stock avait été évacué. Aussi, en quittant les chaînes, on n'aurait plus rien bloqué.

L'usine devait fermer le 15 Décembre mais, entre autres à cause du congrès U.D.R. à Nantes, la production a été maintenue par le Crédit Lyonnais, banque d'état, qui finance.

Les 160 intérimaires, c'était le début du sturissement de toute la S.E.M.M. Mais les deux premiers jours,, on n'était que 160 en bagarre, sans les sédentaires, alors que toute la S.E.M.M. devait se bagarrer, et dès le début. Si on s'était battus pour des reclassements, ça aurait été pour rien, puisque les sédentaires ne seraient pas reclassés, faute de place, quand leur tour viendrait.

Puisqu'on ne pouvait plus agir sur la production, il fallait faire du spectaculaire : le vidage des bureaux de la direction. Vendredi 11, le bureau du Chef du personnel a été viré. On a fouillé chez le Directeur qui faisait une sale tête. Les sédentaires travaillaient, et des bruits farfelus ont couru, qu'on aurait mis le feu, etc...

On est descendu aux boîtes intérimaires. On a occupé la B.P.I.C. (ex-SFCMM) puis ECCO, puis M.S.O., mais avec les flics en plus. Ils ont voulu nous emmener mais on ne s'est pas laissé faire. On est remonté à la S.E.M.M., bloqués à la grille. Depuis 2 h 30, les syndicats ont appelé un débrayage, rétabli la vérité sur les bureaux, soutenu l'action. Apprenant la menace des flics, les sédentaires sont venus nous chercher à la grille et on a fait ensemble le tour de la boîte.

Le lundi 14, ça s'effrite. On explique dans l'A.G. quotidienne qu'actuellement on ne parle pas beaucoup de notre plate-forme, mais il faudra en parler. En Angleterre, les ouvriers ont bien leurs 25 Livres par semaine bien qu'ils ne travaillent que 3 jours. Le mardi, on a bloqué la route. Le mercredi, on n'était plus que 25 intérimaires.

On voit bien que les reclassements ne sont pas sérieux. On les propose dans les plus sales boulôts : chanfreneurs, élingueurs, etc... L'A.N.P.E. décourage le grand nombre de ceux qui n'ont pas fait leur service. Le Directeur de l'ANPE a tout fait pour provoquer, décourager, semer la confusion, nous diviser par tous les moyens.

On est allé droit à l'échec. Les gars sont retournés dans les boîtes intérimaires. Certains disent "on a fait des bagarres qui ont été des succès, mais, là c'est fini." Les autres actions étaient sur les salaires. Mais c'est sur la question de l'emploi que la bourgeoisie résiste le plus. Au début, les sédentaires n'ont pas été spontanément solidaires. C'est toujours comme ça quand il n'y a pas d'objectif clair.

On dit "non aux licenciements". Tu vas ^{le}démontrer en faisant des études de production et de commercialisation. Tu fais alors la démonstration que le capitalisme est viable. Ce n'est pas aux syndicats de démontrer que le capitalisme est viable.

Et si S.E.M.M. reste viable avec des subventions etc... c'est Digue qui sera menacé. C'est faire du corporatisme en enlevant du travail ailleurs. Et tu désamorce souvent les bombes. Si on pouvait garder la cohésion des 160, on pouvait

(4)

faire aboutir sur le salaire garanti. Mais, si les 160 sont reclassés, c'est 160 autres qui seront sur le pavé, mais dispersés, donc, avec moins de moyens d'action.

Depuis le début des événements de la S.E.M.M., il y a 2 compagnies supplémentaires de Gardes Mobiles à la Caserne de la Briandais.

St NAZAIRE - APPEL DES ORGANISATIONS PACIFISTES C.S.O.C. & U.P.F.

(Communiqué - 18.1.74)

Au moment où la presse présente à l'opinion publique la campagne nationale lancée par la Communauté de Recherche et d'Action Non-Violente d'Orléans et les G.R.A.N.V. de France, pour la Réforme du Statut des Objecteurs de Conscience avec le thème : droit de cité pour l'objection de conscience, les membres de l'Union Pacifiste et du Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience de St-Nazaire veulent attirer l'attention de tous les nazairiens sur les conditions injustes faites aux objecteurs en France et, spécialement dans notre région sur les cas des jeunes à qui on a refusé le statut.

- Jean Pierre LETESSIER de Caen qui vient d'être condamné par le tribunal militaire de Metz à 2 ans de prison, sans aucun témoin, car on avait bloqué les lettres qui leur étaient adressées.
- Fanch HENAFF, condamné à 2 ans par le tribunal militaire de Rennes et qui est à son 350° jour de prison à Rennes.
- Michel BARAUD, jugé à Nantes par le tribunal civil le 21 Décembre pour insoumission à l'O.N.E.F. et qui vient d'être condamné à 900 F. d'amende avec contrainte par corps.

Devant l'arbitraire inexplicable de la commission juridictionnelle pour accorder ou refuser le statut d'objecteur, même le Conseil d'Etat fait opposition et a déjà cassé par deux fois ses décisions. On ne peut laisser plus longtemps le sort des objecteurs dépendre de cet arbitraire, pas plus que de celui des tribunaux civils ou militaires qui varient d'un département à l'autre.

Il faut obtenir la réforme du statut des objecteurs, il faut obtenir la libération de J.P.LETESSIER et F. HENAFF, et des autres objecteurs injustement détenus. Cette lutte n'est pas isolée, elle est profondément liée au combat qui se vit partout contre les injustices et la repression dans le monde ouvrier, rural, scolaire, et enseignant pour les problèmes de logement, d'environnement, etc...

C'est un appel qui s'adresse à tous les hommes de conscience et de coeur. Les membres de l'U.P.F. et du C.S.O.C. de St Nazaire vous demandent d'appuyer cette campagne d'information et d'action en vue d'obtenir Droit de Cité en France pour l'objection de conscience.

Des membres du C.S.O.C. et de l'U.P.F. réunis dimanche à Bouaye avec le Groupement Non-Violent de Nantes, en solidarité avec la campagne de la Communauté Non-Violente d'Orléans, veulent organiser le soutien aux objecteurs de conscience détenus.

Toutes les personnes intéressées par cette action peuvent s'adresser à la permanence : le mercredi de 14 h à 18 h. - 76, rue Roger Salengro - StNazaire.

Dans la presse - St-Nazaire.

Lundi 21 : débrayage chez Baudet à la suite de la plainte déposée par la direction contre un délégué CFDT pour "entrevue à la liberté du travail". (La direction avait été retenue dans les bureaux par le personnel, action provoquée par l'annonce de 37 licenciements)

22 / 1 : débrayage dans la métallurgie contre la dégradation de la situation de l'emploi à St-Naz.

VIE SOCIALE

Jeudi 17 Janvier : Confection : licenciements à Nantes (80 personnes)

Chômage à St Nicolas de Redon (40 personnes)

* la société prêt-à-porter de la Zone Industrielle de St Herblain vient de déposer son bilan . Protestation de la C.G.T. contre la manière dont la fermeture de l'entreprise a été annoncée aux salariés.

* à St Nicolas de Redon , la société Riffaud a mis au chômage partiel pour une durée indéterminée 40 ouvrières . Elles ont appris que l'entreprise était vendue et qu'elles devaient rester chez elles jusqu'à nouvel ordre. La C.G.T. proteste contre les facilités qui sont données aux entreprises pour s'installer n'importe où , avec la faculté de disparaître du jour au lendemain , sans que soit exigé le minimum de garantie prévu par la loi.

Déclaration des travailleurs du bâtiment après l'accident du chantier de Port-Boyer : La C.F.D.T. déclare que l'insécurité sur les chantiers est lié directement à l'appétit démesuré de profit des employeurs . Elle exige que la sécurité des travailleurs soit prioritaire. Elle appelle enfin les travailleurs du bâtiment à soutenir cette revendication dans toutes les entreprises .

Après le licenciement des intérimaires de la S.E.M.M., la C.F.D.T. et la C.G.T. de la métallurgie sont décidés à "tout mettre en oeuvre pour la garantie de l'emploi". Ils constatent qu'actuellement que sur St Nazaire, aucune entreprise n'a de plan d'embauche important.

Vendredi 18 Janvier: Les Associations populaires des familles ont décidé d'engager une nouvelle action concernant les charges locatives il est urgent que l'ensemble des partenaires sociaux soit associé à la recherche des garanties du pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles.

La C.F.D.T. juge la situation préoccupante dans l'habillement , surtout après le licenciement de 80 personnes à la P.P.O. Egalement des menaces planent sur d'autres entreprises comme Le Bourget . Elle rappelle qu'après la fermeture d'UGECO à Nantes, de nombreuses personnes n'ont pas encore trouvé à se reclasser.

Samedi 19 Janvier : 8 licenciements aux ACB de Nantes dont 2 délégués
Pour la C.F.D.T. et la C.G.T. , il s'agit surtout d'un règlement de compte permettant de supprimer des personnes gênantes, notamment des représentants du personnel.

Lundi 21 Janvier : Déclarations de la C.G.T. du Port Autonome Nantes- St Nazaire qui prévoit une nouvelle action après un arrêt de 24 H des ouvriers dockers, le 19 -01 notamment devant les silences du ministre de l'équipement face à l'entrée des entreprises privées dans les établissements portuaires. Les personnels des ports autonomes et des chambres de commerce maritime n'effectueront pas d'heures supplémentaires, de travaux de nuit et de dimanche du 21 Janvier au 27 Janvier.

Mardi 22 Janvier : Grève samedi après-midi aux Dames de France
La C.G.T. entendait protester contre le fait que la direction générale n'était pas présente à Nantes, comme d'habitude pour l'inventaire annuel, alors qu'était prévu une réunion sur les salaires. La C.G.T. estime que la direction reste en marge de la loi sur l'affichage des horaires d'inventaire.

Communiqué du syndicat C.F.D.T. de l'E.D.F. : il appelle le personnel de E.G.F. à manifester le 26 Janvier sous des formes à préciser, leur opposition à la position du pouvoir et à celle de l'E.G.F. qui conduisent les travailleurs à subir les conséquences de la crise de l'énergie.

23 enseignants en grève à l'Ecole Dentaire de Nantes les 21 et 22 Janvier
le but du mouvement est le blocage du rendement et des promotions des enseignants

ACCIDENTS DU TRAVAIL

- un ouvrier maçon de Treillières a été blessé à la tête au cours de son travail
- un employé de boucherie au Super Radar a été blessé pendant son travail
- à Dubigeon, un ouvrier électricien a été blessé aux reins
- un chef d'équipe, 60 ans, a été blessé sur les lieux de son travail.

⑤

Ste LUCE SUR LOIRE - LES LUCEENS ENVISAGENT UNE ACTION POUR LES TRANSPORTS
EN COMMUN - (communiqué - 21.1.74)

Au cours de la réunion de mardi dernier, 15 Janvier, on a pu se rendre compte que les besoins des lucéens sont loin d'être satisfaits en ce domaine. Les horaires actuels des cars ne correspondent à rien (trois passages vers 13 h 30). Pour les cars présentant une réelle utilité, c'est le manque de places disponibles qui se fait sentir et l'obligation d'un arrêt en un seul point dans la ville de Nantes.

Aucune liaison n'existe entre Sainte-Luce et - la zone de Carquefou, - Carrefour, - Le Lycée de la Colinière, - et beaucoup d'autres points dans Nantes même.

Ce manque est également ressenti par des personnes de Nantes venant travailler à Ste Luce.

On a pu également découvrir que ces besoins insatisfaits n'existent pas seulement à Ste Luce mais aussi dans beaucoup d'autres communes de la périphérie nantaise : aucune liaison entre St Sébastien et la Zone de Carquefou. Un habitant de la Bugalière à Orvault est venu exposer les problèmes de ce nouveau quartier coupé de tout.

Il a été décidé de reprendre contact avec les divers organismes responsables pour, dans un premier temps, leur rappeler les besoins qui existent et leur demander quels sont leurs projets. Il a été également prévu de contacter les diverses organisations des communes périphériques de Nantes afin d'envisager une action commune, notamment à l'occasion de la réorganisation prochaine de la C.N.T.C.

Il a été décidé de se retrouver le mardi 29 à la salle municipale pour faire le point des premiers éléments recueillis et d'envisager plus concrètement l'action à venir.

(Communiqué d'un groupe de Lucéens concernés par les transports et de l'A.P.F. de Ste Luce -)

Pour tous renseignements, s'adresser à M.BRUGVIN, 7 allée des Loriots ou M.AUDEON, 2 allée des Loriots, Ste Luce)

CHATEAUBRIANT : les élèves boycottent une conférence de l'armée.

(APL-corrresp. 19/1)

Au Lycée-C.E.T. de Chateaubriant, l'armée (la Marine Nationale) devait venir animer une conférence le 17 janvier à 17 h.30. La veille au soir, il y eut un bombage autour du lycée dénonçant l'armée, et le C.D.A. (Comité de Défense des Appelés) du Lycée-CET distribua un tract appelant au boycott de cette réunion.

Le résultat ne se fit pas attendre, à 17 h.45 l'armée repart, bredouille, ne voyant venir aucun lycéen "intéressé" par cette réunion... Ceci montre que la mobilisation de l'an dernier n'était pas des tempêtes dans un verre d'eau, comme le dit Fontanet, mais réellement une contestation de cette armée, et ce mouvement commence à porter ses fruits. CDA Lycée-CET de Chateaubriant.

⑥

NANTES - HUIT PEINTRES AU CENTRE JEAN MACE. (communiqué - 22.1.74)

Etre peintre, c'est Etre comme tout le monde ! Cela revient à dire que chacun est créateur ! que chacun a le droit d'exiger les moyens nécessaires à la création

Revendiquer la liberté d'expression ou la liberté de communiquer, cela est un combat politique.

Briser le mur des fausses idéologies et des mythes créés de toute pièce par le système (sur l'art et les artistes) c'est s'engager dans le combat politique

Pourquoi 8 peintres au Centre Jean Macé ?

Parce que nous voulons nous enrichir de nos différences mutuelles : cela ne peut se faire qu'à partir de la pratique d'une exigence commune fondée sur la sympathie et la volonté de confrontation, librement consenties par tous. (et non par la réunion arbitraire d'artistes connus imposant au public leur démarche).

Rencontres - débats - critiques : tout cela autour d'un mouvement vivant, doit s'opposer aux divagations aliénantes du système :

Par exemple, dans la presse locale, ce titre : "confirmation de l'existence d'une nouvelle école nantaise" (à propos de l'expo Bretagne 73 au Musée des Beaux Arts) Et la Bourgeoisie Nantaise de se rengorger ! comme elle doit le faire pour sa chère Tour Bretagne !

Alors, pourquoi 8 peintres au Centre Jean Macé ?

Parce que, si nous avons des idées, si nous avons notre mot à dire, il faut que ce soit dit différemment !

8 peintres au Centre Jean Macé, c'est une première expérience. Le Centre est un lieu de passage et nous accrochons sur ce passage, pour favoriser la rencontre.

REDON : "A redon comme à Besançon, imposons la garantie de l'emploi".

(Tract CFDT du Pays de Redon - Paysans-Travailleurs - Comité de Soutien aux Luites 18 / 1) Depuis 10 mois de lutte, les travailleurs de chez LIP refusent tout démantèlement de l'entreprise, tout licenciement, la perte des avantages acquis.

Ils ont démontré qu'une solution négociée est possible car il a été prouvé que l'entreprise est viable, (Cabinet Syndex). La réalité, ce n'est pas que les travailleurs de LIP sont trop intransigeants, c'est qu'ils se heurtent au verrou patronal et gouvernemental (MESSMER : LIP, C'EST FINI ... !)

La région de Redon est particulièrement menacée dans le domaine de l'emploi. Déjà les ateliers de confection RIFFAUT de Redon et de St Martin / Oust où 45 & 35 personnes sont dans l'incertitude. A Ste Marie de Redon, l'atelier de "tour" est en difficulté et par le fait même son personnel ! S.I.B.F. (Unifer) réduit son horaire pour les O.S. à 40 heures, entraînant une perte de salaire importante.

LA LUTTE DES LIP POUR LA GARANTIE DE LEUR EMPLOI EST UN EXEMPLE SUR LEQUEL NOUS SOMMES AMENES A NOUS INTERROGER .

C'est pourquoi , il est proposé une soirée - débat aux travailleurs de la région de Redon sur l'affaire LIP , avec un film relatant les moments forts de LIP et avec la participation de 2 ouvriers de chez LIP pour animer les débats.

Cette soirée a lieu le Vendredi 25 Janvier 1974 à 20 H 30 à la salle des Fêtes de REDON

Une première réunion tenue le 16 novembre 1973 se proposait de créer "un Groupe de Cinéma Indépendant" relié aux groupes de cinéma indépendants de Bretagne et d'ailleurs.

Une cinquantaine de personnes s'est trouvée rassemblée au foyer du Jeune Travailleur.

Dans la discussion longue et animée qui s'est instaurée, il est apparu qu'un seul point commun semblait rassembler les participants : la Bretagne.

L'approfondissement de ce sujet a fait apparaître les divergences fondamentales entre les participants. Les défenseurs de la "Bretagne éternelle" côtoyaient difficilement les partisans des luttes populaires de la Bretagne d'aujourd'hui.

A la deuxième réunion une participation moins nombreuse permit une radicalisation politique plus grande et la constitution d'un "bureau" : l'élaboration d'une "plateforme" plus précise sera débattue au cours de l'assemblée générale délibérative ouverte à tous du 22 février 1974.

Dans l'immédiat, le Groupe Cinéma Indépendant de Nantes se propose de projeter les travaux du groupe militant breton "Torr e Benn" (films sur la grève du lait, du Joint Français, l'affaire Le Guern, etc.. - Les dates de projections seront communiquées en temps voulu.)

Pour tous renseignements et tous contacts, s'adresser momentanément à la "Librairie 71".

Communiqué à l'adresse des participants à la réunion du 18.1.74.

Le Front de Libération de la Bretagne /Libération Nationale et Socialisme du Pays de Nantes apporte par ce texte son appui à la création d'un groupe de cinéma indépendant à Nantes.

Au cours de la réunion du 11.11.73, les participants étaient au moins d'accord sur ce qu'ils ne voulaient pas. La discussion étant ouverte, voici nos positions et nos propositions.

I-CINEMA

Notre point de départ est le suivant : les paysans, les ouvriers de Bretagne doivent prendre dès à présent en mains les instruments d'information, de la parole et de l'image.

Nous refusons l'information bourgeoise et les spécialistes, même "engagés" (en tant qu'ils sont observateurs et substitués ; le cinéma est aux mains de ceux qui luttent)

- Comment filmer ?

Lors d'une lutte le but est de faire rentrer la caméra et le magnétophone dans la lutte. Ils ne doivent pas être extérieurs. Il faut qu'ils deviennent instruments de lutte pour le peuple qui se bat.

Le film repose sur les gens en lutte et non sur le groupe qui filme. Il est donc important qu'un groupe de personnes en lutte s'intéresse dès la réalisation du film et en discute assez souvent durant la bagarre

- Qui filme ?

Il ne s'agit pas de recréer un corps de professionnels. Il faut amener les gens en lutte à filmer. C'est le peuple lui-même qui doit prendre en charge la réalisation et le financement du film. Ce n'est pas simple, mais c'est dans cette direction qu'il faut travailler.

-Comment fabriquer le film ?

Dégager les axes de lutte avec les gens concernés. Préparer un plan de montage d'après ces indications. Puis projection du film devant l'ensemble des gens qui se sont battus afin de vérifier s'il est juste.

8

- A quoi sert le film ?

Il sert pendant et après la lutte :

- . à prolonger la réflexion sur le déroulement de la lutte.
- . à en tirer les leçons,
- . à échanger les expériences d'une bagarre à l'autre,
- . à être un outil aux mains de ceux qui se battent pour déterminer les moyens de lutte les plus efficaces.

- Quels points de vue donner dans le film ?

"Il s'agit de donner le point de vue de ceux qui, au coeur de la lutte, saisissent les aspirations des masses et qui se battent pour qu'elles aboutissent sans s'en remettre "à Dieu ou à ses Saints".

"Nous avons été les premiers à faire des films de nos mains nues, des films peut-être maladroits, patauds, sans éclat, des films peut-être défectueux, mais en tout cas des films nécessaires, indispensables, des films tournés vers la vie, et exigés par la vie". Dziga Vertov.

Le groupe TORR E BENN réalise selon nous un excellent travail. C'est d'ailleurs à eux que nous reprenons les thèmes qui viennent d'être exposés. Il est important qu'ils soient connus.

II - LA VIDEO

La vidéo constitue un moyen remarquable d'action. Elle permet en peu de temps, de populariser d'un bout à l'autre de la Bretagne, une lutte. Elle a été utilisée avec succès pendant la querre du lait en 1972. Une ou plusieurs unités vidéo peuvent fonctionner selon les principes énoncés pour le cinéma.

III -- GROUPE CINEMA INDEPENDANT A NANTES

- Basé sur l'autonomie de la production et des groupes, le C.I. recherche les moyens de financement et le matériel.
- D'autre part prend en charge une centralisation minimale :
 - . matériel coûteux professionnel
 - . prend l'initiative de :
 - . stages de formation pratique,
 - . échanges d'expérience et prise de contacts,
 - . développer la diffusion.
- Doit être l'embryon d'un Front de Lutte Culturelle dans le cadre du combat breton ; regroupant artistes, enseignants, animateurs, groupes culturels, personnes inorganisées, etc..., il tendra à être un mouvement de masse.

NOUVELLES BREVES A.P.L.-PAYSANS.

BRENNILIS : 2h55 sont en vente, mise à prix 2 millions A.F. soit 800 000 AF/hectare. A ce prix là, qui peut les acheter? (...) Dans la nuit du 10 janvier, une trentaine de moutons appartenant à Stervinou (spéculateur) étaient déménagés du champ qui devait être mis en vente. Le mardi 15, une centaine de paysans du CDJA-Paysans-Travailleurs et du MODEF étaient présents à la vente judiciaire. Le notaire, craignant pour le cahier des charges qui a failli disparaître, l'enferma dans un tiroir et argumenta que seul le tribunal était habilité à recevoir le prix initial de la mise aux enchères. La vente judiciaire étant bloquée, les participants signèrent un autre acte de vente en 3 exemplaires (...) attribuant la terre à Péron, jeune agriculteur, à 250 000 AF l'hectare. La vente terminée, les manifestants aidèrent le jeune agriculteur à installer ses moutons dans la parcelle.

LA ROCHELLE : le CDJA occupé par les minoritaires représentant le C.N.J.A. le 7/1. le bureau élu du CDJA, de tendance Paysans-Travailleurs, en a repris possession le 8.

SARTHE : le bureau du CDJA est démissionnaire après la suppression de sa subvention en raison de sa conception de l'action syndicale décidée à la base.

9. PLOURAY : manifestation devant l'usine DOUX en grève.

(APL Bretagne 19/1) Une manifestation devant l'usine Doux à Plouraya réuni 150 personnes, dont une trentaine de grévistes de Péder nec, des éléments du comité de soutien de Rostrenen et Pontivy et seulement une quinzaine de grévistes de Plouray. Elles ont manifesté depuis le bourg jusqu'à l'usine de Doux. La manifestation a débuté dans une ville totalement déserte et apparemment déserte, si ce n'est quelques rares personnes qui ont accueilli favorablement le passage des manifestants. Ceux-ci, bien que peu nombreux, ont donné au cortège dès le début un ton très offensif. Les mots d'ordre sont aussi apparus : "Doux, saigneur, le peuple aura t'apeau!" et sur l'air du Joitn Français : "A Péder nec comme à Plouray, les ouvriers de chez Doux disent merde aux crassoux"

La manifestation a pénétré dans l'usine par la propriété du directeur local. "On a tiré la sonnette, scandé des mots d'ordre (Sesma, salaud, le peuple aura ta peau)", mais la maison était vide. Sesma rentrait chez lui quelques instants avant l'arrivée de la manifestation et a fait demi-tour aussitôt par crainte de se faire bloquer.

Des inscriptions ont ensuite été faites sur les murs de l'usine "Doux paiera, Plouray tiendra jusqu'au bout".

Sur le retour vers le bourg, les manifestants ont croisé une estafette de police qui ont eu le droit de se faire insulter; c'était les mêmes flics qui avaient interrogé les grévistes les jours précédents.

200 m plus loin arrivait Pierrot DOUX en voiture : il fut immédiatement bloqué par la manif et sa voiture assez malmenée : pneus dégonflés, coup de pancarte ; un rapide débat s'est alors instauré : faut-il lui faire passer un mauvais quart d'heure ou doit-on éviter de tomber dans une provocation de sa part ? Finalement c'est cette deuxième tendance qui l'a emporté et Doux repart, comme il peut se mettre sous la protection de la police.

Cette manifestation faisait suite à un meeting au cours duquel fut dénoncé violemment l'attitude du patronnat de l'agro-alimentaire et spécialement de l'aviculture.

" LE SYNDICALISME FAILLIT A LA VOCATION QU'IL SE PROCLAME AVOIR S'IL NE DENONCE PAS CES SCANDALES " devait déclarer J. Le Faucheur

Ces scandales : les conditions inacceptables que fait subir le patronnat aux travailleurs bretons; mais aussi la suppression de toutes libertés individuelles surtout à Plouray où les tracasseries policières (interrogations, visites aux parents, intimidation de toutes sortes) n'ont pas cessé ces derniers jours. Un paysan a rappelé que ce n'était pas un hasard si l'agro-alimentaire s'était si rapidement développé en Bretagne : les conditions pour faire des profits exorbitants sont si favorables qu'ils n'en trouveront pas d'aussi bonnes ailleurs.

A propos des libertés individuelles bafouées un agriculteur a attaqué violemment les notables locaux (député, maire, suppléant du député) leur reprochant de laisser s'instaurer ce régime de répression ; en parlant du petit nombre de grévistes il a conclu en disant : voilà les libérateurs de Plouray. Les manifestants ont de plus fréquemment repris pendant la manif le mot d'ordre:

" YHUEL CHRISTIEN PINOCHET MEME COMBAT "

N.D.L.R. : Yhuel député, christien le maire, suppléant du député.

PLOURAY (APL 20 1 74) FEST DEIZ ET FILMS SUR LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE CERIZAY

Aujourd'hui dimanche, un fest deiz de soutien en faveur des travailleurs de Doux a réuni plusieurs centaines de personnes. Un film sur la grève des femmes à Cerizay a passé plusieurs fois dans l'après-midi.

Après consultation le petit nombre des grévistes restants, en partie des filles ont décidé de reprendre le travail demain à Plouray. Mais elles ont précisé qu'il n'était pas question d'abandonner la lutte.

KLAPPERSTEI 68 MENSUEL D'INFORMATION HAUT-RHIN A DES ENNUIS AVEC MARCELLIN, RASSEMBLEMENT NATIONAL DESOUTIENT ORGANISE LE 23, 24, 25, 26 JANVIER A MULHOUSE.

Né en Mai 72 Klapperstei en est à son 19^{ème} anniversaire. Il est actuellement à 4000 abonnés et 3000 exemplaires dans les kiosques et à 500 exemplaires en vente militante.

Klap s'appuie sur un réseau de correspondants-lecteurs qui font 60% des articles. Ces rédacteurs sont implantés dans tous les milieux: à la campagne, à la ville, dans les milieux syndicaux notamment PSU, CFDT, etc...

Klap 68 avait un budget équilibré sans avoir recours à la publicité (prix du N° 2F⁰). Les institutions et Marcellin Klapperstei 68, multiplient les procès, cherchant à le liquider en frappant à la caisse.

La loi interdisant de faire appel à une souscription pour payer les procès. K 68 lance une souscription nationale pour une cause d'intérêt national: "offrir à Marcellin un passe-montagne pour cacher ses grandes oreilles qui lui pousse depuis quelques mois à force d'écouter aux portes"

Marcellin tente de porter le coup de grâce le 24 Janvier prochain en traitant K 68 une nouvelle fois en justice pour "diffamation envers le corps de police". Klap est décidé à vendre chèrement sa peau et organise dans sa ville à Mulhouse, les 23, 24, 25 et 26 janvier une grande manifestation sur la police et sur la presse libre (avec la présence d'Alain Krivine, Alain Geismar, Frédo Krumnov, Jean-Pierre Chevènement; le Magic Circus sera aussi de la fête).

Pour plus d'information sur K.68 et son fonctionnement, voir Politique-Hebdo du 10 au 16 janvier (conseillé à ceux qui s'intéressent à la presse locale et à APL.)

POUR LE PASSE-MONTAGNE DE MARCELLIN, adresser des chèques d'aide à Klapperstei : 68055 Mulhouse cédex. Libeller à l'ordre de : spécial K.68 - passe-montagne.

"LE PAVE" n° 5 Bulletin cantonal de la Chapelle s/Erdre - Carquefou vient de sortir. Vous y trouverez un dossier "le Pavé se remet en cause"... Nous serions heureux d'avoir l'avis de nos lecteurs du canton, et d'ailleurs une Assemblée Générale aura lieu le jeudi 24 janvier à 20h30. Nous souhaiterions, après une année de parution, critiquer le contenu et la forme de ce journal, ainsi que le mode de diffusion.

"Le Pavé" est disponible à la "Librairie 71".

Athènes-Presse-Libre - bulletin hebdomadaire, 2,50F. - Adresse : 23 rue Brézin, 75014 Paris. Disponible à la "Librairie 71" peu diffusé et pourtant intéressant avec des informations inédites et extrêmement précises sur la situation en Grèce.

Cahiers de Mai (périodique). Supplément hebdomadaire. 4 rue d'Aligre, 75012 Paris Tél.: 344;13.53.

Nouvelle présentation sur 2 grandes pages, bilan général et analyse des luttes en France. A participé à la réalisation du bulletin "LIP-unité".

=====

Une première réunion A.P.L. a eu lieu à St-Nazaire.

La présentation du bulletin a été critiquée. Cette question "technique" est en fait une question politique. Mal présenté, il ne sera pas lu, son intérêt ne sera pas évident, et il n'aura pas la sympathie de nouveaux correspondants. Le collectif s'est engagé à améliorer la présentation.

Pour une équipe A.P.L. à St-Nazaire. Cette réunion n'est qu'une première étape. Des amis de l'APL peuvent se découvrir et se mobiliser pour un collectif nazairien. Les abonnés nazairiens en parleront autour d'eux.

GLOIRE AUX PATRIOTES LUMUMBA, QUANDIE ET CABRAL

Depuis l'aube du colonialisme , les peuples africains ont toujours opposé une résistance farouche à la domination et à l'exploitation impérialistes.

Selon l'époque et le type d'organisation , ces luttes ont connu soit des revers momentanés , soit des victoires décisives et incontestables . Dans tous les cas , ces luttes ont considérablement affaibli le camp de ceux ci . Dans leurs vaines tentatives de liquidation des mouvements et partis de luttes de libération nationale , les impérialistes se livrent à des actions désespérées , telles les odieux assassinats des leaders nationalistes.

Le 17 Janvier 1961 le patriote LUMUMBA fondateur du MNC (MOUVEMENT NATIONAL CONGOLAIS) et résolument anti colonialiste , fut assassiné par l'impérialisme US , Belge , avec la complicité de l'ONU , et du sinistre MOBOTU.

Le 15 janvier 1971 , l'impérialisme français , par le biais du bourreau AHIDJO , assassine lâchement ERNEST QUANDIE , fondateur et vice président de l'UPC (union des populations du Cameroun).

Le 20 janvier 1973 , l'impérialisme international , portugais en particulier , organise le lâche assassinat du grand patriote Amilcar CABRAL , cofondateur et secrétaire général du PAIGC (parti africain pour l'indépendance de la Guinée Bissau et des îles du Cap VERT).

- 1/ Où est la lutte du peuple congolais , 13ans après la mort de LUMUMBA ?
- 2/ Qu'est devenue l'UPC après les assassinats successifs de ses leaders ?
- 3/ La Guinée Bissau vient d'être proclamée république indépendante après 10 ans de lutte armée dirigée par le PAIGC . La Guinée Bissau est aujourd'hui indépendante . Comment le PAIGC a t-il mené cette lutte? Comment le peuple de Guinée Bissau et des îles du Cap Vert est t-il arrivé à vaincre les colonialistes portugais et leurs alliés US , Français , Anglais et Africains du Sud , ce malgré la mort de CABRAL ?

" L'Afrique , l'Asie et les peuples

L'AFRIQUE , L'ASIE ET LES PEUPLES LIBRES ET LIBERES DETOUS LES COINS COINS DU MONDE SE TROUVENT TOUJOURS AUX COTES DES MILLIONS DE CONGOLAIS QUI N'ABANDONNERONT PAS LA LUTTE QUE LE JOUR OU IL N' Y AURA PLUS DE COLONISATEURS ET LEURS MERCENAIRES DANS NOTRE PAYS.

P. LUMUMBA.

... QUELQUE SOIT LE SORT QUI NOUS ATTEND , NOTRE PEUPLE POURSUIVRA SA LUTTE JUSQUA CE QUE LE REGIME QUI LUI A ETE IMPOSE POUR SAUVEGARDER LES INTERETS DE L IMPERIALISME ET DU NEOCOLONIALISME SOIT BALAYE A JAMAIS DE NOTRE CHEFRE PATRIE . IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE JE SERAI FUSILLE MAIS LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE DOIT CONTINUER JUSQUA SA VICTOIRE INELUCTABLE .

ERNEST QUANDIE.

... AUCUN CRIME AUCUNE FORCE AUCUNE MANOEUVRE OU DEMAGOGIE DES CRIMINELS AGRASSEURS COLONIALISTES PORTUGAIS NE SAURAIT ARRETER LA MARCHE DE L HISTOIRE LA MARCHE IRREVERSIBLE DE NOTRE PEUPLE AFRICAIN DE GUINEE ET DES ILES DU CAP VERT VERS L INDEPENDANCE ...

AMILCAR CABRAL.

TOUS AU MEETING DE FEANF LE VENDREDI 25 JANVIER A 20H30
LAUNAY VIOLETTE.

NANTES - UN CHOMEUR SE JETTE DANS LA LOIRE

C'est un fait divers du printemps 73 . Nous le donnons aujourd'hui parce qu'il fait écho à l'article précédent.

Un camarade, un homme de 45 ans, en chômage depuis près de 10 ans; handicapé physiquement à la suite d'un accident du travail survenu aux Batignolles. Il avait essayé d'organiser des regroupements de chômeurs autour des années 60 . D'être repéré pour ses activités sur le plan politique ne l'a pas aidé à retrouver du travail. Vers Noël 72, il avait tenté, avec d'autres, d'organiser un comité de lutte de chômeurs mais cette tentative a échoué. Au moment des élections législatives, il avait travaillé à la Mairie pour mettre des papiers dans des enveloppes. On a refusé de le payer parce qu'il ne se présentait pas avec les 2 témoins exigés. Il vivait très pauvrement. Les allocations chômage étaient de plus en plus réduites L'E.D.F. avait coupé son compteur. Il n'avait plus un sou...

Un camarade , à partir de l'histoire de ce chômeur qui était son ami, a fait cette chanson :

Marcel est mort et la terre tourne encore
l'en avait marre, s'est jeté dans la Loire
Abandonné, rejeté d'la société,
Désespéré d'être toujours chômeur
d'avoir pas d'quoi manger
et d'être handicapé.

Marcel avait une maison délabrée
ni eau courante, ni électricité
sur les marchés, glanait les fruits jetés
et quelques fois, balayait un trottoir
ramassait des cartons, pour se faire un pourboire.

Marcel disait : "ils veulent avoir ma peau"
il répétait : "je vais me foutre à l'eau"
et à René, avant de la quitter,
il lui a dit : "ce soir ce s'ra fini
comme je suis condamné, je vais me libérer."

Marcel repose dans la fosse commune
on l'a jeté avec les sans fortune
Mais toi, Marcel, tu as tant espéré
et tant lutté pour que tous les chômeurs
sortent de l'oppression menée par les patrons.

Que vienne l'heure de la grande espérance
tous les chômeurs chanteront leur délivrance
et l'on verra Marcel au premier rang, crier :

"Victoire !
Les bourgeois sont tout nus
les riches sont vaincus
à notre tour de VIVRE !"

le dossier sur le travail intermédiaire ne paraîtra
que la semaine prochaine .

le Comité de NANTES des Amitiés
Franco-Chinoises

vous invite à assister à la projection du film "TATCHAI"

(Documentaire sur les campagnes chinoises)

Le débat qui suivra sera animé par : Hélène MARCHISIO,

membre du secrétariat national de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises,
et qui a séjourné 6 ans à PEKIN en qualité de professeur.

VENDEDI 1^{er} Février

Salle PAUL
FORT

20 h 30

(Près du marché de TALENSAC)

Comité de l'Union des Américains

Union des Américains

TATCHEA

HELEN MARCHISIO

VENURED J. FORTIER
 20430
 FORTIER
 20430